

Finance durable

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe affiche une croissance économique impressionnante. Or, cette croissance a des répercussions négatives sur notre environnement, le climat et la société en général. Tous les pays n'ont pas profité de cette croissance de la même manière.

Lors de la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques, tous les États présents ont promis de faire de leur mieux pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C. Afin d'atteindre cet objectif vital, les entreprises doivent produire de manière plus durable, modifier leurs processus de fabrication, transformer leurs usines et investir dans des machines moins énergivores. Ils doivent promouvoir la recherche et l'innovation pour trouver des solutions durables. Ces mises en œuvre sont coûteuses, d'où le rôle essentiel du financement durable.

Ce passage vers une économie mondiale plus durable permet d'investir de manière positive dans l'industrie. Les grands investisseurs internationaux ont alors tout intérêt à investir dans ce genre de produits financiers, car leurs produits contribuent à un développement positif.

La place financière luxembourgeoise est un précurseur en matière de finance durable depuis des années. Fin des années 90 et début des années 2000, la microfinance et les investissements responsables ont lancé cette tendance, aussi grâce à l'industrie des fonds. En 2007, la Banque européenne d'investissement (BEI) émet la première obligation verte, désormais cotée à la Bourse de Luxembourg.



- Jusqu'à présent, seulement 1% du patrimoine mondial a été investi de manière positive
- La place financière luxembourgeoise est un précurseur en matière de finance durable depuis des années
- En 2016, la Bourse de Luxembourg a lancé la Luxembourg Green Exchange (LGX), première plateforme entièrement dédiée aux valeurs vertes, socialement responsables et durables et qui détient aujourd'hui plus de la moitié des obligations vertes cotées au monde.
- Le Luxembourg a fondé « LuxFLAG », une agence de labellisation qui veille à ce que les produits financiers verts soient ce qu'ils prétendent être

En 2016, la Bourse de Luxembourg a lancé la Luxembourg Green Exchange (LGX), première plateforme entièrement dédiée aux valeurs vertes, socialement responsables et durables et qui détient aujourd'hui plus de la moitié des obligations vertes cotées au monde.

Le Luxembourg est aussi l'un des premiers États au monde à avoir fondé une agence de labellisation internationale et indépendante, Luxembourg Finance Labelling Agency (LuxFLAG), dont le rôle consiste à veiller à ce que les produits financiers verts tiennent leurs promesses.

Depuis 2020, il existe au Luxembourg un nouveau partenariat entre l'État et l'industrie financière, la « Luxembourg Sustainable Finance Initiative », qui a pour but de développer la finance verte au Luxembourg et au-delà. Jusqu'à présent, seul 1% du patrimoine mondial a été investi de manière positive. Il faut opérer un changement total de paradigme pour arriver à 99%!

Depuis septembre 2020, le Luxembourg est le premier pays européen à bénéficier d'un cadre de référence pour les obligations durables. Les obligations durables doivent être respectueuses de l'environnement et contribuer de manière significative à la lutte internationale contre le changement climatique. Les recettes de l'État liées à ces obligations peuvent uniquement être investies dans des projets durables tels que le logement écologique, la transition énergétique, un transport avec moins d'émissions de CO2 et une gestion plus durable de l'eau. Il faut également investir dans le secteur social, notamment dans la santé, l'éducation et le marché du travail.